

TABEL J

GELDBOETEN VAN TOEPASSING VOOR DE OVERTREDINGEN BEOOGD IN
ARTIKEL 71 VAN HET WETBOEK

Vermelding op de bij uitvoer of tot staving ervan overgelegde stukken, hetzij van een grotere hoeveelheid goederen dan de werkelijk uitgevoerde hoeveelheid, hetzij van een hogere prijs of waarde dan de werkelijke prijs of waarde van de uitgevoerde goederen, hetzij van de uitgevoerde goederen onder een valse benaming

10 pct. van de overeenkomstig artikel 71 van het Wetboek, berekende belasting die verschuldigd zou zijn geweest, met een minimum van 2.000 F

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

F. 93 — 2505

[S-C — 3625]

21 OCTOBRE 1993. — Arrêté royal n° 44 fixant le montant des amendes fiscales non proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 70, § 4, alinéa 1er, modifié par les lois des 28 décembre 1992 et 22 juillet 1993;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté exécute les articles 24 et 25 de la loi du 22 juillet 1993 portant des dispositions fiscales et financières et que, par conséquent, il doit entrer en vigueur le plus tôt possible;

Sur la proposition de notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les montants des amendes fiscales non proportionnelles en cas d'infractions visées à l'article 70, § 4, alinéa 1er, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, sont fixés dans l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1993.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

N. 93 — 2505

[S-C — 3625]

21 OKTOBER 1993. — Koninklijk besluit nr. 44 tot vaststelling van het bedrag van de niet-proportionele fiscale geldboeten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 70, § 4, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1992 en 22 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat dit besluit uitvoering geeft aan de artikelen 24 en 25 van de wet van 22 juli 1993 houdende fiscale en financiële bepalingen en dat dit besluit derhalve zo vlug mogelijk in werking moet treden;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bedragen van de niet-proportionele fiscale geldboeten voor de overtredingen beoogd in artikel 70, § 4, eerste lid, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, zijn opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1993.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

ANNEXE

Section première.- Obligations générales.

ARTICLE 53 DU CODE.

- I. Article 53, alinéa 1er, 1°, du Code (articles 1 à 3 de l'arrêté royal n° 10 du 29 décembre 1992 relatif aux modalités d'exercice des options prévues aux articles 15, § 5, alinéa 3, et 25ter, § 1er, alinéa 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux déclarations de commencement, de changement et de cessation d'activité et aux déclarations préalables en matière de taxe sur la valeur ajoutée).
1. A) Non dépôt d'une déclaration 20.000 F par déclaration
 - B) Dépôt d'une déclaration contenant des données inexactes ou d'une déclaration incomplète.
 - 1° Irrégularités purement accidentelles (1) 2.000 F par déclaration
 - 2° Autres irrégularités 20.000 F par déclaration
 2. Dépôt tardif d'une déclaration de commencement ou de changement d'activité.
 - A) Une procédure de recouvrement est entamée à charge de l'assujéti pour les sommes dont il est redevable pour la période précédant la déclaration tardive, et qu'il n'a pas communiquées à l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions 10 p.c. de la taxe due avec un minimum de 1.000 F et un maximum de 20.000 F
 - B) Autres cas 2.000 F par déclaration
 3. Dépôt tardif de la déclaration lors de la cessation d'activité 2.000 F par déclaration

(1) Il y a lieu d'entendre par "irrégularités purement accidentelles", les irrégularités dues à l'ignorance, l'erreur ou la négligence pour lesquelles la bonne foi du contrevenant ne peut être mise en doute.

- II. Article 53, alinéa 1er, 2°, du Code (articles 4 à 6 et 12 et 13 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée) 2.000 F par facture ou document en tenant lieu
- III. Article 53, alinéa 1er, 3°, du Code (article 18 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée).
1. Non dépôt d'une déclaration 20.000 F par déclaration
 2. Dépôt tardif d'une déclaration.
 - A) Il n'y a pas de taxe due pour la période à laquelle se rapporte la déclaration 1.000 F par déclaration et par mois de retard (1) avec un maximum de 5.000 F
 - B) Il y a une taxe due pour la période à laquelle se rapporte la déclaration 2.000 F par déclaration et par mois de retard (1) avec un maximum de 10.000 F
- IV. Article 53, alinéa 1er, 4°, du Code (article 3 de l'arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée).
- Pour le paiement, il n'est pas fait usage du formulaire prescrit par l'article 3 de l'arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 précité 1.000 F par paiement

ARTICLE 53bis DU CODE.

- V. Article 53bis, §§ 1er et 2, du Code (articles 4, § 1er, 5 et 6 de l'arrêté royal n° 10 du 29 décembre 1992 relatif aux modalités d'exercice des options prévues aux articles 15, § 5, alinéa 3, et 25ter, § 1er, alinéa 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux déclarations de commencement, de changement et de cessation d'activité et aux déclarations préalables en matière de taxe sur la valeur ajoutée).

(1) Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

- | | |
|---|---|
| 1. A) Non dépôt d'une déclaration | 20.000 F par déclaration |
| B) Dépôt d'une déclaration contenant des données inexactes ou d'une déclaration incomplète. | |
| 1° Irrégularités purement accidentelles (1) | 2.000 F par déclaration |
| 2° Autres irrégularités | 20.000 F par déclaration |
| 2. Dépôt tardif d'une déclaration. | |
| A) Une procédure de recouvrement est entamée à charge de l'assujetti pour les sommes dont il est redevable pour la période précédant la déclaration tardive, et qu'il n'a pas communiquées à l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions | 10 p.c. de la taxe due avec un minimum de 1.000 F et un maximum de 20.000 F |
| B) Autres cas | 2.000 F par déclaration |
| 3. La déclaration n'est pas effectuée sur la formule visée à l'article 6 de l'arrêté royal n° 10 du 29 décembre 1992 précité | 1.000 F par déclaration |

ARTICLE 53ter DU CODE.

VI. Article 53ter, 1°, du Code (article 18 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée).

- | | |
|-----------------------------------|---|
| 1. Non dépôt d'une déclaration | 20.000 F par déclaration |
| 2. Dépôt tardif d'une déclaration | 2.000 F par déclaration et par mois de retard (2) avec un maximum de 10.000 F |

(1) Il y a lieu d'entendre par "irrégularités purement accidentelles", les irrégularités dues à l'ignorance, l'erreur ou la négligence pour lesquelles la bonne foi du contrevenant ne peut être mise en doute.

(2) Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

3. La déclaration contient des inexactitudes ou est incomplète quant aux données autres que celles qui se rapportent aux montants, hors taxe, des opérations ou aux montants de taxe 5.000 F par déclaration

ARTICLE 53quater DU CODE.

- VII. Non respect de l'obligation de communiquer le numéro d'identification à un fournisseur ou à un client 10.000 F par infraction

ARTICLES 53quinquies ET 53octies, § 2, DU CODE.

- VIII. (Article 1er de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53quinquies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée).

1. Non respect de l'obligation prévue à l'article 53quinquies du Code 100.000 F
2. Respect tardif de l'obligation prévue à l'article 53quinquies du Code.

A) Des opérations sont effectuées pour au moins un client assujetti et il est satisfait à l'obligation :

- 1° avant le 1er juillet suivant la date à laquelle la disposition de l'article 53quinquies du Code doit être au plus tard respectée 1.000 F par client assujetti pour lequel l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F
- 2° dans la période du 1er juillet au 30 septembre suivant la même date 2.000 F par client assujetti pour lequel l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F
- 3° dans la période du 1er octobre au 31 janvier suivant la même date 5.000 F par client assujetti pour lequel l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F
- 4° après le 31 janvier suivant la même date 50.000 F

- | | |
|--|---|
| B) Aucune opération n'est effectuée pour des assujettis | 5.000 F |
| 3. Pour certains clients assujettis, les données visées à l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 précité, ne sont pas communiquées | 5.000 F par client assujetti pour lequel l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F |
| 4. Les données qui doivent être communiquées en vertu de l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 précité, sont inexactes. | |
| A) Les données exactes sont communiquées à l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions : | |
| 1° avant le 1er juillet suivant la date à laquelle la disposition de l'article 53quinquies du Code doit au plus tard être respectée | 1.000 F par client assujetti pour lequel l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F |
| 2° dans la période du 1er juillet au 30 septembre suivant la même date | 2.000 F par client assujetti pour lequel l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F |
| 3° dans la période du 1er octobre au 31 janvier suivant la même date | 5.000 F par client assujetti pour lequel l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F |
| B) Autres situations | 10.000 F par client assujetti pour lequel l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F |
| 5. A) Les données ne sont pas communiquées sur un relevé dont le modèle correspond à la disposition de l'article 1er, alinéa 3 ou 4, de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 précité | 5.000 F par relevé |
| B) Les procédures autorisées par le Ministre des Finances ou son délégué en vertu de l'article 53octies, § 2, du Code, ne sont pas correctement respectées | 5.000 F chaque fois que les procédures ne sont pas correctement respectées |

ARTICLES 53sexies, § 1er, 53octies, § 2, ET
57, § 7, ALINEA 2, DU CODE.

IX. (Articles 1er à 4, 6 à 8 et 10 de l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53sexies, § 1er, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée).

1. Non respect de l'obligation visée aux articles 53sexies, § 1er, et 57, § 7, alinéa 2, du Code

100.000 F

2. Respect tardif de l'obligation visée aux articles 53sexies, § 1er, et 57, § 7, alinéa 2, du Code.

A) L'obligation est respectée avant l'expiration du mois suivant la date à laquelle elle doit être au plus tard respectée

1.000 F par personne identifiée à la taxe sur la valeur ajoutée dans un autre Etat membre et pour laquelle l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F

B) Autres situations

5.000 F par personne identifiée à la taxe sur la valeur ajoutée dans un autre Etat membre et pour laquelle l'obligation doit être respectée, avec un maximum de 50.000 F

3. Pour au moins une personne identifiée à la taxe sur la valeur ajoutée dans un autre Etat membre, les données visées aux articles 1er, 2, 4, 6, § 1er, et 7, de l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 précité, ne sont pas communiquées

10.000 F par personne identifiée à la taxe sur la valeur ajoutée dans un autre Etat membre et pour laquelle les données doivent être communiquées, avec un maximum de 100.000 F

4. Les données qui doivent être communiquées en vertu des articles 1er à 4, 6, § 1er, et 7, de l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 précité, sont inexactes

2.000 F par personne identifiée à la taxe sur la valeur ajoutée dans un autre Etat membre et pour laquelle les données doivent être communiquées, avec un maximum de 100.000 F

5. L'obligation prévue à l'article 10 de l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 précité, n'est pas respectée ou est incorrectement respectée 1.000 F par déclaration
6. A) En vue du respect de l'obligation des articles 53sexies, § 1er, et 57, § 7, du Code, il est fait usage d'un relevé qui ne correspond pas au modèle prescrit par les articles 5 et 6, § 2, de l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 précité 5.000 F par relevé
- B) Les procédures autorisées par le Ministre des Finances ou son délégué conformément à l'article 53octies, § 2, du Code, ne sont pas correctement respectées 5.000 F chaque fois que les procédures ne sont pas correctement respectées

ARTICLE 53sexies, §2, DU CODE.

- X. (Article 3 de l'arrêté royal n° 48 du 29 décembre 1992 relatif aux livraisons de moyens de transport neufs au sens de l'article 8bis, § 2, du Code dans les conditions de l'article 39bis du Code) 5.000 F par infraction

ARTICLE 54 DU CODE.

- XI. (- Articles 7, § 1er, alinéas 1er à 3, et § 2, 8 à 16, 22 et 28 à 30 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.
- Articles 3 et 5 de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53quinquies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
 - Articles 4 et 5, §§ 4 et 5, de l'arrêté royal n° 31 du 29 décembre 1992 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique.
 - Article 9 de l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53sexies, § 1er, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée).

LIVRES ET DOCUMENTS A TENIR ET A PRESENTER.

1. Application inexacte de :

- l'article 8 ou de l'article 14 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité;
- l'article 5 de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 précité;
- l'article 9 de l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 précité.

A) Irrégularités purement accidentelles (1)

1.000 F par infraction

B) Autres irrégularités

5.000 F par infraction

OBLIGATION DES COCONTRACTANTS REDEVABLES.

2. L'information visée à l'article 5, § 4, de l'arrêté royal n° 31 du 29 décembre 1992 précité :

A) n'est pas faite

20.000 F par information

B) contient des données inexactes ou est incomplète.

1° Irrégularités purement accidentelles (2)

2.000 F par information

2° Autres irrégularités

20.000 F par information

C) est faite tardivement.

1° Une procédure de recouvrement est entamée à charge de l'intéressé pour les sommes dont il est redevable pour la période précédant l'information tardive, et qu'il n'a pas communiquées à l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions

10 p.c. de la taxe due avec un minimum de 1.000 F et un maximum de 20.000 F

(1) Il y a lieu d'entendre par "irrégularités purement accidentelles", les irrégularités dues à l'ignorance, l'erreur ou la négligence pour lesquelles la bonne foi du contrevenant ne peut être mise en doute.

(2) Il y a lieu d'entendre par "irrégularités purement accidentelles", les irrégularités dues à l'ignorance, l'erreur ou la négligence pour lesquelles la bonne foi du contrevenant ne peut être mise en doute.

- | | |
|--|--|
| 2° Autres cas | 2.000 F par information |
| 3. Non respect ou application incorrecte des conditions visées à l'article 5, § 5, de l'arrêté royal n° 31 du 29 décembre 1992 précité, qui ne se rapportent pas directement au versement ou au virement à effectuer | 20.000 F chaque fois que les conditions n'ont pas été ou ont été incorrectement respectées |
| AUTRES MESURES PROPRES A ASSURER LE PAIEMENT DE LA TAXE. | |
| 4. Application incorrecte de l'obligation prévue par l'article 7, § 1er, alinéas 1er à 3, ou § 2, et les articles 8, 9, 10, 11, 12 ou 13 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité, à l'exception des irrégularités dans la facture ou dans le document en tenant lieu visés à l'article 70, § 2, du Code | 2.000 F par document délivré ou établi |
| 5. A) Les livres ne satisfont pas à une obligation imposée par l'article 15, § 1er, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité | 5.000 F par infraction |
| B) Les inscriptions relatives à la comptabilité ne satisfont pas à une obligation imposée par l'article 15, §§ 2 à 4, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité | 5.000 F par infraction |
| C) Non respect ou application incorrecte de l'obligation prévue à l'article 16, § 1er ou § 2, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité | 10.000 F par infraction |
| 6. A) Non délivrance, au moment de l'achèvement du service, d'au moins un document qui doit être délivré en vertu de l'article 22 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité | 5.000 F par document |
| B) Infractions concernant les mentions imposées en vertu de l'article 22, § 2, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité | 3.000 F par document délivré |
| C) Infractions concernant la rédaction et le classement du double visé à l'article 22, § 3, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité | 5.000 F par double |

- D) Infractions concernant l'annotation journalière des numéros des notes ou reçus visée à l'article 22, § 5, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité 10.000 F par infraction
- E) L'assujetti est en défaut de justifier la destination des documents qu'il a reçus de l'imprimeur (article 22, § 7, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité) 20.000 F
- F) Infractions aux obligations imposées aux imprimeurs agréés par l'article 22, § 8, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité 50.000 F par infraction
- G) En remplacement des notes ou reçus, est utilisée une caisse enregistreuse ou une procédure non autorisée, conformément à l'article 22, § 9, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité, ou est utilisée une caisse enregistreuse ou une procédure qui ne satisfait pas aux conditions imposées par le même article 50.000 F
7. A) Dans le registre qui est tenu en vertu de l'article 28 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité, aucune inscription n'est effectuée pour un véhicule.
- 1° Première constatation 2.000 F par infraction
- 2° Deuxième constatation 5.000 F par infraction
- 3° A partir de la troisième constatation 10.000 F par infraction
- B) Infractions concernant les inscriptions et les rectifications effectuées en vertu des articles 28 et 29 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité 1.000 F par inscription ou rectification
- C) Le registre visé à l'article 28 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité, ne se trouve pas dans les locaux professionnels 5.000 F

D) Les inscriptions dans le registre visé à l'article 28 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité, ne sont pas faites sans blanc ni lacune; le registre visé dans le même article n'est pas, avant son usage, présenté au bureau visé à l'article 29 du même arrêté.

1° Première infraction 2.000 F

2° Infractions suivantes 5.000 F

E) En remplacement du registre visé à l'article 28 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité, est utilisée une procédure non autorisée, conformément à l'article 29, alinéa 2, du même arrêté, ou la procédure utilisée pour la tenue dudit registre ne satisfait pas aux conditions imposées par l'article 29, alinéa 2, du même arrêté

10.000 F

8. Non respect ou application incorrecte de l'obligation imposée en vertu de l'article 30 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité

1.000 F par document irrégulier

9. Non respect ou application incorrecte de l'obligation imposée en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 précité

1.000 F

10. Non respect ou application incorrecte d'une obligation imposée en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal n° 31 du 29 décembre 1992 précité

1.000 F par facture ou par document

ARTICLE 54bis DU CODE.

XII. (Articles 23 à 27 et 29 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée).

1. A) Défaut d'annotation d'une opération dans le registre tenu en vertu de l'article 23 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité ou dans la comptabilité tenue en vertu de l'article 27 du même arrêté

10.000 F par infraction

- B) Dans le registre tenu en vertu de l'article 25 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité ou dans la comptabilité tenue en vertu de l'article 27 du même arrêté, des matières et des objets confiés n'ont pas été notés 5.000 F par notation manquante
2. Infractions concernant les mentions faites en vertu des articles 24, 26 ou 27 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité ou concernant les rectifications imposées en vertu de l'article 29 du même arrêté 1.000 F par mention ou rectification
3. Les inscriptions dans les registres visés dans les articles 23 et 25 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité, ne sont pas faites sans blanc ni lacune.
- Les registres visés dans les articles précités ne sont pas, avant usage, présentés à l'office visé à l'article 29 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 précité.
- A) Première infraction 2.000 F
- B) Infractions suivantes 5.000 F

ARTICLE 55 DU CODE.

- XIII. (Articles 1 et 2 de l'arrêté royal n° 31 du 29 décembre 1992 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique).

Infraction à une disposition de l'article 55 du Code ou des articles 1er et 2 de l'arrêté royal n° 31 du 29 décembre 1992 précité, qui ne peut pas être sanctionnée par une autre amende prévue dans le présent arrêté

10.000 F par infraction

ARTICLE 56 DU CODE.

- XIV. (Article 56, § 2, du Code et article 2 de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53quinquies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée).

Non inscription du montant total du chiffre d'affaires dans la grille prévue à cet effet de la liste annuelle des clients assujettis

5.000 F

ARTICLE 58 DU CODE.

XV. (Article 58, § 4, du Code).

A) Les registres prescrits ne sont pas tenus ou sont tenus de telle manière que le contrôle de la perception correcte de la taxe est rendu impossible ou très difficile.

1° Première infraction 10.000 F

2° Infractions suivantes 20.000 F

B) Non inscription des documents dans les registres 1.000 F par document non inscrit

ARTICLES 61, 62, 62bis, 63 ET 63bis DU CODE.

XVI. Infractions aux obligations imposées par les articles 61, 62, 62bis, 63 et 63bis du Code 00.000 F par infraction

Section 2.- Importations.ARTICLE 52 DU CODE.

XVII. Infractions autres que celles visées à l'article 70, §§ 1er et 3, du Code, en ce qui concerne l'obligation de déclarer les biens dans les conditions prescrites par l'article 52, § 1er, du Code 2.000 F par infraction

Section 3.- Exportations.ARTICLES 39, 39ter, 40 ET 42, DU CODE.

XVIII.1. Infractions commises dans l'application de l'article 39 du Code, autres que celles commises dans l'application de l'article 39, § 2, du Code, en ce qui concerne le régime de l'entrepôt autre que douanier;

irrégularités relatives à l'exécution des formalités en matière d'exportation, le droit à l'exemption étant reconnu;

irrégularités dans les pièces et documents produits pour établir le droit à l'exemption, ce droit étant reconnu

2.000 F par infraction

2. Infractions concernant les autorisations prévues par l'article 39, § 2, du Code, en ce qui concerne le régime de l'entrepôt autre que douanier, ainsi que des articles 39ter, 40, § 1er, 3°, et 42, § 3, 8°, du Code.
- A) Irrégularités relatives à la délivrance de l'autorisation.
- 1° Le bénéfice de l'exemption a été invoqué sans être en possession de l'autorisation prévue 5.000 F
- 2° L'autorisation a été accordée à tort sur la base de renseignements erronés fournis par le requérant 10.000 F
- B) Irrégularités dans l'application des conditions de l'autorisation délivrée.
- 1° Irrégularités relatives à l'exécution des formalités pour l'application de l'exemption, ce droit étant reconnu; irrégularités dans les pièces et documents produits pour établir le droit à l'exemption, ce droit étant reconnu 2.000 F par infraction
- 2° Le registre de comparaison ou la comptabilité prescrit pour le contrôle de l'exemption n'est pas tenu ou est tenu de telle façon que ce contrôle est très difficile 5.000 F

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

BIJLAGE

Eerste afdeling.- Algemene verplichtingen.

ARTIKEL 53 VAN HET WETBOEK.

- I. Artikel 53, eerste lid, 1°, van het Wetboek (artikelen 1 tot 3 van het koninklijk besluit nr. 10 van 29 december 1992 met betrekking tot de uitoefeningsmodaliteiten van de keuzen, bedoeld in de artikelen 15, § 5, derde lid, en 25ter, § 1, derde lid, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, de aangiften van aanvang, wijziging, stopzetting van activiteit en de voorafgaande kennisgevingen inzake de belasting over de toegevoegde waarde).
1. A) Niet indienen van een aangifte 20.000 F per aangifte
 - B) Indienen van een aangifte die onjuiste gegevens bevat of van een onvolledige aangifte.
 - 1° Louter toevallige onregelmatigheden (1) 2.000 F per aangifte
 - 2° Andere onregelmatigheden 20.000 frank per aangifte
 2. Laattijdig indienen van een aangifte van aanvang of wijziging van activiteit.
 - A) Lastens de belastingplichtige wordt een invorderingsprocedure ingezet voor de sommen die hij verschuldigd is met betrekking tot de periode voorafgaand aan de laattijdige aangifte en die hij aan de administratie die de belasting over de toegevoegde waarde in haar bevoegdheid heeft niet heeft medege-deeld 10 pct. van de verschuldigde belasting met een minimum van 1.000 F en een maximum van 20.000 F
 - B) Andere gevallen 2.000 F per aangifte
 3. Laattijdig indienen van de aangifte van stopzetting van activiteit 2.000 F per aangifte

(1) Moet onder "louter toevallige onregelmatigheden" worden verstaan, de onregelmatigheden die te wijten zijn aan onwetendheid, vergissingen of nalatigheid en waarbij aan de goede trouw van de overtreder niet kan worden getwijfeld.

- II. Artikel 53, eerste lid, 2°, van het Wetboek (artikelen 4 tot 6, en 12 en 13 van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde) 2.000 F per factuur of als zodanig geldend stuk
- III. Artikel 53, eerste lid, 3°, van het Wetboek (artikel 18 van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde).
1. Niet indienen van een aangifte 20.000 F per aangifte
 2. Laattijdig indienen van een aangifte.
 - A) Er is geen belasting verschuldigd voor het tijdvak waarop de aangifte betrekking heeft 1.000 F per aangifte en per maand vertraging (1) met een maximum van 5.000 F
 - B) Er is wel belasting verschuldigd voor het tijdvak waarop de aangifte betrekking heeft 2.000 F per aangifte en per maand vertraging (1) met een maximum van 10.000 frank
- IV. Artikel 53, eerste lid, 4°, van het Wetboek (artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde).
- Voor de betaling is geen gebruik gemaakt van het formulier voorgeschreven in artikel 3 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 1.000 F per betaling

(1) Ieder begonnen tijdvak van een maand wordt voor een gehele maand gerekend.

ARTIKEL 53bis VAN HET WETBOEK

- V. Artikel 53bis, §§ 1 en 2, van het Wetboek (artikelen 4, § 1, 5 en 6 van het koninklijk besluit nr. 10 van 29 december 1992 met betrekking tot de uitoefeningsmodaliteiten van de keuzen, bedoeld in de artikelen 15, § 5, derde lid, en 25ter, § 1, derde lid, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, de aangiften van aanvang, wijziging, stopzetting van activiteit en de voorafgaande kennisgevingen inzake de belasting over de toegevoegde waarde).
1. A) Niet indienen van een aangifte, een verklaring of een kennisgeving 20.000 F per aangifte, verklaring of kennisgeving
 - B) Indienen van een aangifte, verklaring of kennisgeving die onjuiste gegevens bevat, of van een onvolledige aangifte, verklaring of kennisgeving.
 - 1° Louter toevallige onregelmatigheden (1) 2.000 F per aangifte, verklaring of kennisgeving
 - 2° Andere onregelmatigheden 20.000 F per aangifte, verklaring of kennisgeving
 2. Laattijdig indienen van een aangifte, verklaring of kennisgeving.
 - A) Lastens de belastingplichtige wordt een invorderingsprocedure ingezet voor de sommen die hij verschuldigd is met betrekking tot de periode voorafgaand aan de laattijdige aangifte, verklaring of kennisgeving en die hij aan de administratie die de belasting over de toegevoegde waarde in haar bevoegdheid heeft niet heeft medegedeeld 10 pct. van de verschuldigde belasting met een minimum van 1.000 F en een maximum van 20.000 F
 - B) Andere gevallen 2.000 F per aangifte, verklaring of kennisgeving

(1) Moet onder "louter toevallige onregelmatigheden" worden verstaan, de onregelmatigheden die te wijten zijn aan onwetendheid, vergissingen of nalatigheid en waarbij aan de goede trouw van de overtreder niet kan worden getwijfeld.

3. De aangifte, verklaring of kennisgeving wordt niet gedaan op het formulier beoogd in artikel 6 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 10 van 29 december 1992
- 1.000 F per aangifte, verklaring of kennisgeving

ARTIKEL 53ter VAN HET WETBOEK.

- VI. Artikel 53ter, 1°, van het Wetboek (artikel 18 van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde).
1. Niet indienen van een aangifte 20.000 F per aangifte
2. Laattijdig indienen van een aangifte 2.000 F per aangifte en per maand vertraging (1) met een maximum van 10.000 F
3. De aangifte bevat onjuistheden of is onvolledig op het stuk van de andere gegevens dan die welke betrekking hebben op de bedragen, exclusief belasting, van de handelingen, of op de belastingbedragen. 5.000 F per aangifte

ARTIKEL 53quater VAN HET WETBOEK.

- VII. Niet naleven van de verplichting om het identificatienummer mede te delen aan een leverancier of aan een klant
- 10.000 F per overtreding

ARTIKEL 53quinquies EN 53octies, § 2, VAN HET WETBOEK.

- VIII. (Artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53quinquies van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde).
1. Niet naleven van de verplichting opgelegd door artikel 53quinquies van het Wetboek 100.000 F

(1) Jeder begonnen tijdvak van een maand wordt voor een gehele maand gerekend.

2. Laattijdig naleven van de verplichting opgelegd door artikel 53quinquies van het Wetboek.
 - A) Er zijn handelingen verricht ten behoeve van minstens één afnemer-belastingplichtige en er wordt aan de verplichting voldaan :
 - 1° vóór 1 juli volgend op de datum waarop de bepaling van artikel 53quinquies van het Wetboek uiterlijk moet worden nageleefd 1.000 F per afnemer-belastingplichtige voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F
 - 2° tijdens de periode van 1 juli tot 30 september volgend op dezelfde datum 2.000 F per afnemer-belastingplichtige voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F
 - 3° tijdens de periode van 1 oktober tot 31 januari volgend op dezelfde datum 5.000 F per afnemer-belastingplichtige voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F
 - 4° na 31 januari volgend op dezelfde datum 50.000 F
 - B) Er zijn geen handelingen verricht ten behoeve van belastingplichtigen 5.000 F
3. Met betrekking tot bepaalde afnemers-belastingplichtigen zijn de gegevens beoogd in artikel 1, eerste lid, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 niet medegedeeld 5.000 F per afnemer-belastingplichtige voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F
4. De gegevens die moeten worden medegedeeld krachtens artikel 1, eerste lid, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 zijn onjuist.
 - A) De juiste gegevens worden aan de administratie die de belasting over de toegevoegde waarde in haar bevoegdheid heeft medegedeeld :
 - 1° vóór 1 juli volgend op de datum waarop de bepaling van artikel 53quinquies van het Wetboek uiterlijk moet worden nageleefd 1.000 F per afnemer-belastingplichtige voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F

- | | |
|---|--|
| 2° tijdens de periode van 1 juli tot 30 september volgend op dezelfde datum | 2.000 F per afnemer-belastingplichtige voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F |
| 3° tijdens de periode van 1 oktober tot 31 januari volgend op dezelfde datum | 5.000 F per afnemer-belastingplichtige voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F |
| B) Andere gevallen | 10.000 F per afnemer-belastingplichtige voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F |
| 5. A) De gegevens worden niet medegedeeld op een opgave waarvan het model voldoet aan het bepaalde in artikel 1, derde of vierde lid, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 | |
| B) De door of vanwege de Minister van Financiën overeenkomstig artikel 53octies, § 2, van het Wetboek toegestane procedures worden niet correct nageleefd | 5.000 F telkens de procedures niet correct worden nageleefd |

5.000 F per opgave

ARTIKEL 53sexies, § 1, 53octies, § 2, EN 57, § 7, TWEEDE LID, VAN HET WETBOEK.

IX. (Artikelen 1 tot 4, 6 tot 8 en 10 van het koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53sexies, § 1, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde).

- | | |
|--|-----------|
| 1. Niet naleven van de verplichting bedoeld in de artikelen 53sexies, § 1, en 57, § 7, tweede lid, van het Wetboek | 100.000 F |
|--|-----------|

2. Laattijdig naleven van de verplichting bedoeld in de artikelen 53sexies, § 1, en 57, § 7, tweede lid, van het Wetboek.
 - A) De verplichting wordt nageleefd vóór het verstrijken van de maand volgend op de datum waarop ze uiterlijk moet worden nageleefd
1.000 F per persoon die in een andere Lid-Staat voor BTW-doeleinden is geïdentificeerd en voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F
 - B) Andere gevallen
5.000 F per persoon die in een andere Lid-Staat voor BTW-doeleinden is geïdentificeerd en voor wie de verplichting moet worden nageleefd, met een maximum van 50.000 F
3. Met betrekking tot ten minste één persoon die in een andere Lid-Staat voor BTW-doeleinden is geïdentificeerd zijn de gegevens beoogd in de artikelen 1, 2, 4, 6, § 1, en 7 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992, niet medegedeeld
10.000 F per persoon die in een andere Lid-Staat voor BTW-doeleinden is geïdentificeerd en voor wie de gegevens moeten worden meegegeeld, met een maximum van 100.000 F
4. De gegevens die krachtens de artikelen 1 tot 4, 6, § 1, en 7 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992 moeten worden meegegeeld zijn onjuist
2.000 F per persoon die in een andere Lid-Staat voor BTW-doeleinden is geïdentificeerd en voor wie de gegevens moeten worden meegegeeld, met een maximum van 100.000 F
5. De verplichting opgelegd door artikel 10 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992 wordt niet of onjuist nageleefd
1.000 F per aangifte
6. A) Voor de naleving van de verplichting van de artikelen 53sexies, § 1, en 57, § 7, van het Wetboek, wordt een opgave gebruikt waarvan het model niet overeenkomt met het model bepaald in de artikelen 5 en 6, § 2, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992
5.000 F per opgave

- B) De door of vanwege de Minister van Financiën overeenkomstig artikel 53octies, § 2, van het Wetboek toegestane procedures worden niet correct nageleefd
- 5.000 F telkens de procedures niet correct worden nageleefd

ARTIKEL 53sexies, § 2, VAN HET WETBOEK.

- X. (Artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 48 van 29 december 1992 met betrekking tot de levering van nieuwe vervoermiddelen in de zin van artikel 8bis, § 2, van het Wetboek, verricht binnen de voorwaarden van artikel 39bis van het Wetboek)
- 5.000 F per overtreding

ARTIKEL 54 VAN HET WETBOEK.

- XI. (- Artikel 7, § 1, eerste tot derde lid, en § 2, en artikelen 8 tot 16, 22 en 28 tot 30 van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde.

- Artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53quinqies van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

- Artikelen 4 en 5, §§ 4 en 5, van het koninklijk besluit nr. 31 van 29 december 1992 met betrekking tot de toepassingsmodaliteiten van de belasting over de toegevoegde waarde ten aanzien van de handelingen verricht door niet in België gevestigde belastingplichtigen.

- Artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53sexies, § 1, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde).

TE HOUDEN EN VOOR TE LEGGEN BOEKEN EN STUKKEN.

1. Onjuiste toepassing van :

artikel 8 of artikel 14 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992;

- artikel 5 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992;
 - artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992.
- 1° Louter toevallige onregelmatigheden (1) 1.000 F per overtreding
 - 2° Andere onregelmatigheden 5.000 F per overtreding

VERPLICHTINGEN VAN MEDECONTRACTANTEN SCHULDENAARS.

2. De mededeling beoogd in artikel 5, § 4, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 31 van 29 december 1992 :
- A) is niet gedaan 20.000 F per mededeling
 - B) bevat onjuiste gegevens, of is onvolledig.
 - 1° Louter toevallige onregelmatigheden (1) 2.000 F per mededeling
 - 2° Andere onregelmatigheden 20.000 F per mededeling
 - C) wordt laattijdig gedaan.
 - 1° Lastens de belastingplichtige wordt een invorderingsprocedure ingezet voor de sommen die hij verschuldigd is met betrekking tot de periode voorafgaand aan de laattijdige mededeling, en die hij aan de administratie die de belasting over de toegevoegde waarde in haar bevoegdheid heeft niet heeft medegedeeld 10 pct. van de verschuldigde belasting met een minimum van 1.000 F en een maximum van 20.000 F
 - 2° Andere gevallen 2.000 F per mededeling

(1) Moet onder "louter toevallige onregelmatigheden" worden verstaan, de onregelmatigheden die te wijten zijn aan onwetendheid, vergissingen of nalatigheid en waarbij aan de goede trouw van de overtreder niet kan worden getwijfeld.

3. Niet naleven of onjuist toepassen van de voorwaarden beoogd in artikel 5, § 5, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 31 van 29 december 1992, die niet rechtstreeks betrekking hebben op de te verrichten storting of overschrijving
- 20.000 F telkens de voorwaarden niet of onjuist worden nageleefd

ANDERE MAATREGELEN OM DE VOLDOENING VAN DE BELASTING TE VERZEKEREN

4. Onjuiste toepassing van de verplichtingen bedoeld in artikel 7, § 1, eerste tot derde lid, of § 2, en de artikelen 8, 9, 10, 11, 12 of 13 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992, met uitzondering van de in artikel 70, § 2, van het Wetboek beoogde onregelmatigheden in de factuur of het als zodanig geldend stuk
- 2.000 F per document dat is uitgereikt of opgemaakt
5. A) De boeken voldoen niet aan een verplichting opgelegd krachtens artikel 15, § 1, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992
- 5.000 F per overtreding
- B) De inschrijvingen met betrekking tot de boekhouding voldoen niet aan een verplichting opgelegd krachtens artikel 15, §§ 2 tot 4, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992
- 5.000 F per overtreding
- C) Niet naleven of onjuist toepassen van de verplichting bedoeld in artikel 16, § 1 of § 2, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992
- 10.000 F per overtreding
6. A) Niet uitreiken, op het tijdstip waarop de dienst is voltooid, van minstens één stuk dat moet worden uitgereikt krachtens artikel 22 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992
- 5.000 F per stuk
- B) Overtredingen betreffende de vermeldingen opgelegd krachtens artikel 22, § 2, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992
- 3.000 F per uitgereikt stuk

- C) Overtredingen betreffende het opstellen en het rangschikken van het dubbel bedoeld in artikel 22, § 3, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 5.000 F per dubbel
- D) Overtredingen betreffende de dagelijkse aantekening van de nummers van de rekeningen of van de ontvangstbewijzen bedoeld in artikel 22, § 5, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 10.000 F per overtreding
- E) De belastingplichtige blijft in gebreke de bestemming aan te tonen van de documenten die hij van de drukker heeft ontvangen (artikel 22, § 7, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992) 20.000 F
- F) Overtredingen van de verplichtingen opgelegd aan de erkende drukkers, krachtens artikel 22, § 8, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 50.000 F per overtreding
- G) Ter vervanging van de rekeningen of de ontvangstbewijzen wordt een kasregister of een procedure gebruikt waarvoor geen vergunning is verleend krachtens artikel 22, § 9, van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992, of wordt een kasregister of een procedure gebruikt welke niet voldoet aan de voorwaarden gesteld in hetzelfde artikel 50.000 F
7. A) In het register dat krachtens artikel 28 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 wordt gehouden, wordt voor een voertuig geen inschrijving verricht.
- 1° Eerste vaststelling 2.000 F per overtreding
- 2° Tweede vaststelling 5.000 F per overtreding
- 3° Vanaf de derde vaststelling 10.000 F per overtreding

- B) Overtredingen betreffende de inschrijvingen en de verbeteringen verricht krachtens de artikelen 28 en 29 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 1.000 F per inschrijving of verbetering
- C) Het register bedoeld in artikel 28 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 bevindt zich niet in de beroepslokalen 5.000 F
- D) De inschrijvingen in het register bedoeld in artikel 28 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 worden niet zonder enig wit vak noch leemte verricht; het register bedoeld in hetzelfde artikel wordt vóór het gebruik niet voorgelegd op het kantoor bedoeld in artikel 29 van hetzelfde besluit.
- 1° Eerste overtreding 2.000 F
- 2° Volgende overtredingen 5.000 F
- E) Ter vervanging van het register bedoeld in artikel 28 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 wordt een procedure gebruikt waarvoor geen vergunning is verleend krachtens artikel 29, tweede lid, van hetzelfde besluit, of de gebruikte procedure voor het houden van bedoeld register voldoet niet aan de voorwaarden opgelegd krachtens artikel 29, tweede lid, van hetzelfde besluit 10.000 F
8. Niet naleven of onjuiste toepassing van de verplichting opgelegd krachtens artikel 30 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 1.000 F per onregelmatig stuk
9. Niet naleven of onjuiste toepassing van de verplichting opgelegd krachtens artikel 3 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 1.000 F

10. Niet naleven of onjuiste toepassing van een verplichting opgelegd krachtens artikel 4 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 31 van 29 december 1992 1.000 F per factuur of per stuk

ARTIKEL 54bis VAN HET WETBOEK.

XII. (Artikelen 23 tot 27, en 29 van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde).

1. A) In het register gehouden krachtens artikel 23 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992, of in de boekhouding gehouden krachtens artikel 27 van hetzelfde besluit wordt een handeling niet opgetekend 10.000 F per overtreding
- B) In het register gehouden krachtens artikel 25 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992, of in de boekhouding gehouden krachtens artikel 27 van hetzelfde besluit zijn toevertrouwde materialen en voorwerpen niet ingeschreven 5.000 F per ontbrekende inschrijving
2. Overtredingen betreffende de vermeldingen verricht krachtens de artikelen 24, 26 of 27 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992, of betreffende de verbeteringen opgelegd krachtens artikel 29 van hetzelfde besluit 1.000 F per vermelding of verbetering
3. De inschrijvingen in de registers bedoeld in de artikelen 23 en 25 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 worden niet zonder enig wit vlak noch leemte verricht.

De registers bedoeld in de bovengenoemde artikelen worden vóór het gebruik niet voorgelegd op het kantoor bedoeld in artikel 29 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992.

- 1° Eerste overtreding 2.000 F
- 2° Volgende overtredingen 5.000 F

ARTIKEL 55 VAN HET WETBOEK.

- XIII. (Artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit nr. 31 van 29 december 1992 met betrekking tot de toepassingsmodaliteiten van de belasting over de toegevoegde waarde ten aanzien van de handelingen verricht door niet in België gevestigde belastingplichtigen).

Overtreding van een bepaling van artikel 55 van het Wetboek of van de artikelen 1 en 2 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 31 van 29 december 1992, die niet kan worden bestraft met een andere geldboete voorzien in dit besluit

10.000 F per overtreding

ARTIKEL 56 VAN HET WETBOEK.

- XIV. (Artikel 56, § 2, van het Wetboek en artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53quinquies van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde).

Niet vermelden van het totaalbedrag van de omzet in het daartoe bestemde rooster van de jaarlijkse opgave der afnemers-belastingplichtigen

5.000 F

ARTIKEL 58 VAN HET WETBOEK.

- XV. (Artikel 58, § 4, van het Wetboek).

A) De voorgeschreven registers worden niet gehouden of worden zo gehouden dat de controle op de nauwkeurige heffing van de belasting onmogelijk of zeer moeilijk wordt gemaakt.

1° Eerste overtreding

10.000 F

2° Volgende overtredingen

20.000 F

B) Niet inschrijven van stukken in de registers

1.000 F per niet ingeschreven document

ARTIKELN 61, 62, 62bis, 63 EN 63bis
VAN HET WETBOEK.

- XVI. Overtredingen van de verplichtingen opgelegd krachtens de artikelen 61, 62, 62bis, 63 en 63bis van het Wetboek 100.000 F per overtreding

Afdeling 2.- Invoer.

ARTIKEL 52 VAN HET WETBOEK.

- XVII. Overtredingen, andere dan deze bedoeld in artikel 70, § 1 of § 3, van het Wetboek, met betrekking tot de verplichting de goederen aan te geven onder de voorwaarden bepaald in artikel 52, § 1, van het Wetboek 2.000 F per overtreding

Afdeling 3.- Uitvoer.

ARTIKELN 39, 39ter, 40 en 42, VAN
HET WETBOEK.

- XVIII.1. Overtredingen begaan inzake de toepassing van artikel 39 van het Wetboek, andere dan deze in verband met artikel 39, § 2, van het Wetboek, wat betreft het regime van entrepot ander dan douane-entrepot;
- onregelmatigheden in verband met het vervullen van de formaliteiten inzake uitvoer, waarbij het recht op de vrijstelling nochtans erkend wordt;
- onregelmatigheden in de stukken en documenten voorgelegd om het recht op de vrijstelling aan te tonen, waarbij dat recht nochtans erkend wordt 2.000 F per overtreding
2. Overtredingen in verband met de vergunningen bedoeld in artikel 39, § 2, van het Wetboek, voor wat betreft het regime van entrepot ander dan douane-entrepot, en overtredingen van de artikelen 39ter, 40, § 1, 3°, en 42, § 3, 8°, van het Wetboek.

- A) Onregelmatigheden met betrekking tot de uitreiking van de vergunning.
- 1° Het voordeel van de vrijstelling werd ingeroepen zonder in het bezit te zijn van de voorziene vergunning 5.000 F
 - 2° De vergunning werd ten onrechte verleend op grond van verkeerde inlichtingen verstrekt door de aanvrager 10.000 F
- B) Onregelmatigheden bij de toepassing van de voorwaarden van de uitgereikte vergunning.
- 1° Onregelmatigheden met betrekking tot het vervullen van de formaliteiten opgelegd voor de toepassing van de vrijstelling, waarbij het recht op de vrijstelling nochtans erkend wordt;

onregelmatigheden in de stukken en documenten voorgelegd om het recht op vrijstelling aan te tonen, waarbij dat recht nochtans erkend wordt 2.000 F per overtreding
 - 2° Het vergelijkingsregister of de boekhouding die voor de controle van de vrijstelling is voorgeschreven, werd niet gehouden of werd zodanig gehouden dat deze controle zeer moeilijk is 5.000 F

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT